

L'heure est grave, l'avenir du groupe des caisses d'épargne est menacé : il faut réagir et se mobiliser.

Vous trouverez ci-dessous le texte du communiqué que SUD a décidé d'envoyer aux médias ainsi qu'à l'ensemble du monde politique.

COMMUNIQUE DE PRESSE

GRAVES MENACES SUR LE GROUPE CAISSES D'ÉPARGNE : REAGIR AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD.

L'avenir du groupe caisse d'épargne s'assombrit de plus en plus.

Malgré les avertissements lancés depuis plusieurs années maintenant par SUD caisses d'épargne, et nombre d'actions pour contrer les dérives erratiques des dirigeants du groupe caisses d'épargne, Charles Milhaud en premier chef, la situation semble aujourd'hui devenir incontrôlable et porter les germes d'une grave crise qui menace l'existence même d'une institution naguère solide et respectée.

C'est bien l'ensemble des composantes et richesses du groupe qui sont dorénavant percutées, au risque de ne plus pouvoir assurer sa survie.

LE CAPITAL

Croissance externe aventureuse et ruineuse, trahison du pacte séculaire avec la CDC, création de Natixis, crise des subprimes avec CIFG... sont à l'origine de pertes qui ont obligé le groupe à toujours plus siphonner les fonds propres constitués par plusieurs dizaines

d'années d'activité au sein des caisses d'épargne régionales qui se sont alors elles même considérablement appauvries. Ce sont ainsi des milliards d'euros de pertes qu'il a fallu et qu'il faut toujours compenser. Le groupe caisses d'épargne s'est ainsi retrouvé en un peu moins de dix ans en plein cyclone et par là même dans le viseur de la commission bancaire...

LE PERSONNEL

Prétextant qu'il s'agit là des conséquences de la banalisation du livret A, la suppression de 4500 emplois d'ici 2012 et des centaines de fermetures d'agences seraient les solutions trouvées par les dirigeants pour régler la crise dans laquelle ils nous ont précipités. Sans se préoccuper des conséquences humaines de telles décisions qui aggravent le phénomène de désertification de territoires ruraux et l'abandon de quartiers populaires, Charles Milhaud et son entourage poursuivent leur fuite en avant.



LA CLIENTELE

Subissant déjà une tarification de plus en plus usuraire, une partie de la clientèle va se retrouver abandonnée du fait de ces centaines de fermetures d'agences annoncées. Oubliée la loi de réforme des caisses d'épargne de 1999 qui en son article 1^{er} affirme que « *le réseau des caisses d'épargne remplit des missions d'intérêt général... et contribue à l'amélioration du développement économique local et régional.* »

LES BIENS IMMOBILIERS

Et pour couronner le tout (c'est dire l'ampleur de la catastrophe annoncée), la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (CNCE) vient d'imaginer une nouvelle opération qui appauvrira encore plus les caisses d'épargne, pour ne pas dire qu'elle les ruinera. Une opération simple, mais aux conséquences périlleuses, et inévitablement lourde de conséquences : capter l'ensemble des biens immobiliers des caisses d'épargne régionales, c'est à dire agences et sièges sociaux (dont certains sont considérés comme des monuments historiques) sur tout le territoire afin de les transférer dans une filiale nationale, au seul but de faire croire au marché financier à un accroissement capitalistique du groupe caisses d'épargne.

Les caisses régionales ne seront plus alors que des coquilles vides, dont les richesses, créées par de nombreuses générations de salariés et de clients, auront été dilapidées, à la merci du premier requin financier qui souhaitera acheter ce qui reste, c'est à dire l'enseigne : l'Écureuil.

Il est plus qu'urgent que se constitue un front afin de sauver ce qui peut encore l'être, dans l'intérêt des 50 000 salariés du groupe et des millions de clients qui nous font encore confiance.

Pouvoirs publics, politiques, clients, salariés, syndicats, associations de consommateurs, presse et tous les citoyens doivent de toute urgence dire stop à la mort inéluctable - si rien n'est fait - des caisses d'épargne, induite par la politique irresponsable des dirigeants actuels du groupe caisses d'épargne et leurs courroies de transmission locales.

Paris, le 29 mai 2008

L'Exécutif National.

J.Bonnard – M.Jeannin – J.L.Kerenflec'h

J.F.Largillière – B.Meyer – C.Perrin

S.Rodier – P.Saurin – S.Schaff

Union
syndicale
Solidaires

